

**Conseil & Audit HDM**  
*Société de Commissaires aux Comptes*  
29, rue G. de Kervéguen  
B. P. 40153

97492 SAINTE CLOTILDE CEDEX

**EurAAudit C.R.C.**  
*Cabinet Rousseau Consultants*  
Immeuble « Le CAT SUD »  
Bâtiment B  
68, Cours Albert Thomas  
69008 LYON

**SAPMER**

**Société Anonyme**

**Au Capital de 2 773 838 Euros**

-----

**SIEGE SOCIAL :**

Darse de Pêche – Magasin 10 – B.P. 2012  
97823 LE PORT

-----

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

**Assemblée Générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 Décembre 2011**

-----

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

**Assemblée Générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 Décembre 2011**

-----

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- Le contrôle des comptes consolidés de la société **SAPMER S.A.**, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- La justification de nos appréciations ;
- La vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

**1. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note 7.5 de l'annexe concernant l'évaluation des impôts différés.

## **2. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

Les estimations comptables concourant à la préparation des comptes ont été réalisées dans un environnement incertain, lié à la crise des finances publiques de certains pays de la zone euro, et en particulier de la Grèce. Cette crise s'accompagne d'une crise économique et de liquidité, qui rend difficile l'appréhension des perspectives économiques qui sont décrites dans la note 1 de l'annexe des comptes. C'est dans ce contexte que, en application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations et que nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note 5 de l'annexe expose les modalités de consolidation des sociétés servant de véhicule au financement des trois thoniers senneurs. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues et nous nous sommes assurés de leur correcte application.
- La société a souscrit des contrats de couverture de taux d'intérêt sur les emprunts qui financent l'activité thonière. Leur comptabilisation et leur évaluation à la clôture ont été effectuées selon les principes décrits dans la note 7-2 de l'annexe. Sur la base des évaluations et études par des experts indépendants, nous nous sommes assurés de la conformité du traitement de leur impact en capitaux propres et en résultat tel qu'il est mentionné en annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## **3. VERIFICATION SPECIFIQUE**

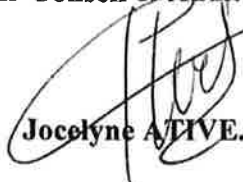
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

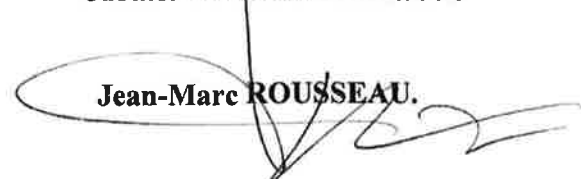
Fait à Sainte-Clotilde et à Lyon, le 9 mars 2012

Les Commissaires aux Comptes

**Pour Conseil & Audit HDM**

  
Jocelyne ACTIVE.

**Pour EurAAudit C.R.C.  
Cabinet Rousseau Consultants**

  
Jean-Marc ROUSSEAU.

## ACTIF CONSOLIDE

En K€		déc.-11	déc.-10
Ecarts d'acquisition nets		0	0
Immobilisations incorporelles nettes	Note 15.1	1 606	1 724
Immobilisations corporelles nettes	Note 15.1	93 956	91 993
Immeubles de placement			
Titres mis en équivalence			
Actifs disponibles à la vente			
Autres actifs financiers non courants	Note 15.3	962	1 036
Autres actifs non courants	Note 15.3	707	707
Actifs d'impôts différés		0	0
<b>Total des Actifs non courants</b>		<b>97 230</b>	<b>95 459</b>
Stocks nets	Note 16.1	9 666	7 436
Créances clients et autres créances nettes	Note 16.2	16 535	10 779
Actifs financiers de transaction			
Actifs financiers dérivés			
Impôts courants			248
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 16.3	18 650	19 263
Actifs détenus en vue d'être cédés			
<b>Total des Actifs courants</b>		<b>44 851</b>	<b>37 726</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>142 082</b>	<b>133 184</b>

## PASSIF CONSOLIDE

En K€		déc.-11	déc.-10
Capital social		2 774	2 751
Primes d'émission		6 330	6 330
Réserves consolidées	Note 7.5	21 592	22 114
Ecarts de conversion		2	-6
Résultat net		7 745	616
<b>Total des Capitaux Propres</b>		<b>38 443</b>	<b>31 806</b>
	<i>Dont Part du groupe</i>	38 442	31 806
	<i>Dont Intérêts minoritaires</i>	1	1
Dettes financières à long et moyen terme	Note 17.1	64 490	69 283
Autres passifs financiers	Note 17.1	12 310	11 250
Avantage du personnel	Note 17.4	789	766
Provisions - non courant	Note 17.3	901	890
Passifs d'impôts différés	Note 17.5	2 955	2 267
<b>Total des Passifs non courants</b>		<b>81 444</b>	<b>84 456</b>
Part à moins d'un an des dettes financières à L et MT	Note 17.1	5 010	6 166
Partie à CT des emprunts portant intérêt			
Concours bancaires	Note 16.3	40	61
Dettes fournisseurs et autres dettes	Note 17.1	13 823	10 695
Provisions courantes			
Passifs financiers dérivés		282	
Impôts courants	Note 20	3 039	
Passifs détenus en vue d'être cédés			
<b>Total des Passifs courants</b>		<b>22 195</b>	<b>16 922</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>142 082</b>	<b>133 184</b>

# ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En K€		déc.-11	déc.-10
Chiffres d'affaires	Note 21	76 994	47 993
Variation de la production stockée		678	-720
Autres produits de l'activité	Note 18.1	819	5 249
<b>Produits des activités ordinaires</b>		<b>78 491</b>	<b>52 522</b>
Achats consommés		-19 740	-14 721
Charges de personnel		-18 690	-13 410
Charges externes		-16 744	-13 272
Impôts et taxes		-3 910	-3 428
Dotations aux amortissements et provisions	Note 18.2	-5 258	-4 710
Autres charges d'exploitation nettes des produits	Note 18.3	1 059	458
<b>Résultat opérationnel</b>	Note 20	<b>15 207</b>	<b>3 439</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		269	5
Coût de l'endettement financier brut		-3 442	-3 691
<b>Coût de l'endettement financier net</b>		<b>-3 173</b>	<b>-3 686</b>
Autres produits et charges financiers	Note 19	-250	639
<b>RESULTAT AVANT IMPÔTS</b>		<b>11 784</b>	<b>399</b>
Impôts courants et différés	Note 20	-4 039	224
<b>RESULTAT NET</b>		<b>7 745</b>	<b>617</b>
- part du groupe		<b>7 745</b>	<b>617</b>
- Intérêts minoritaires		<b>0</b>	<b>0</b>
- Résultat de base par action (€)	Note 22	<b>2,242</b>	<b>0,179</b>
- Résultat dilué par action (€)	Note 22	<b>2,242</b>	<b>0,178</b>
Part efficace des profits et pertes sur les instruments de couverture		-607	108
Pertes et profits de conversion des états financiers des filiales en monnaie étrangère		8	-27
<b>RESULTAT GLOBAL</b>		<b>7 146</b>	<b>698</b>

## TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE GLOBAL

En K€	déc.-11	déc.-10
<b>RESULTAT NET CONSOLIDE y compris intérêts minoritaires</b>	<b>7 745</b>	<b>616</b>
Dotations nettes aux amortissements	5 313	4 466
Dotations aux provisions et autres	-756	184
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	176	338
Variation de la juste valeur des Instruments financiers	415	922
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier</b>	<b>12 893</b>	<b>6 526</b>
Coût de l'endettement financier brut	3 442	3 691
Impôts différés de la période	1 000	-224
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT avant coût de l'endettement financier et impôt</b>	<b>17 335</b>	<b>9 994</b>
<b>VARIATION DU BFR lié à l'activité</b>	<b>-1 905</b>	<b>1 018</b>
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>15 430</b>	<b>11 012</b>
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition Immos incorporelles	-13	-32
Acquisition immos corporelles	-6 250	-23 418
Cession d'immos corp et incorp	2	1
Décalssement/acquisition immob financières		-697
Cession immos financières		9
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>-6 261</b>	<b>-24 137</b>
<b>OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>		
Apports investisseurs		18 971
Dividendes versés	-688	-688
Encaissements provenant d'emprunts		16 253
Remboursement d'emprunts	-5 632	-10 013
Intérêts financiers nets versés	-3 442	-3 691
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>-9 762</b>	<b>20 832</b>
<b>VARIATION DE TRESORERIE</b>	<b>-592</b>	<b>7 708</b>
Incidences des variations de taux de change	0	10
<b>TRESORERIE A L'OUVERTURE</b>	<b>19 202</b>	<b>11 484</b>
Reclassement de trésorerie		0
<b>TRESORERIE A LA CLOTURE</b>	<b>18 610</b>	<b>19 202</b>

# VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En KC	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion	Totaux capitaux propres	Dont	
							Part du groupe	Intérêts des minoritaires
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2009 en normes IFRS</b>	<b>2 751</b>	<b>6 330</b>	<b>21 577</b>	<b>1 040</b>	<b>21</b>	<b>31 719</b>	<b>31 719</b>	<b>-</b>
Affectation résultat 2009			1 040	1 040				
Résultat consolidé 2010				617		617	617	
Distributions versées			- 688			- 688	- 688	
Instruments financiers			108			108	108	
Actions auto contrôle								
Augmentation de capital								
Stock options			338			338	338	
Rachat minoritaire								
Autres variations			575		27	548	548	
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2010 en normes IFRS</b>	<b>2 751</b>	<b>6 330</b>	<b>22 950</b>	<b>617</b>	<b>6</b>	<b>32 642</b>	<b>32 642</b>	<b>-</b>
Retraitement des impôts différés à l'ouverture (*)			- 836			- 836	- 836	
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2010 en normes IFRS</b>	<b>2 751</b>	<b>6 330</b>	<b>22 114</b>	<b>617</b>	<b>6</b>	<b>31 806</b>	<b>31 806</b>	<b>-</b>
Affectation résultat 2010			617	617				
Résultat consolidé 2011				7 745		7 745	7 745	0
Distributions versées			- 688			- 688	- 688	0
Instruments financiers			- 607			- 607	- 607	
Actions auto contrôle								
Augmentation de capital	23		23					
Stock options			176			176	176	
Rachat minoritaire								
Autres variations			3		8	11	11	
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2011 en normes IFRS</b>	<b>2 774</b>	<b>6 330</b>	<b>21 592</b>	<b>7 745</b>	<b>2</b>	<b>38 443</b>	<b>38 442</b>	<b>1</b>

(\*) Cf. Note 7.5



**ANNEXES CONSOLIDEES  
31 DECEMBRE 2011**



**PREMIERE PARTIE : RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES ET EVENEMENTS DE L'EXERCICE****NOTE 1 – PRINCIPES GENERAUX****REFERENTIEL IFRS**

Les comptes consolidés du Groupe SAPMER au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011 sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standards) ainsi que leurs interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) et SIC (Standing Interpretation Committee).

Les normes et interprétations retenues pour l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2011 sont celles publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne et dont l'application est obligatoire au 31 décembre 2011.

Les nouveaux amendements aux normes et interprétations d'application obligatoire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011 n'ont pas entraîné de changement significatif sur les modalités d'évaluation et de présentation des comptes. Le groupe n'a par ailleurs pas opté pour l'application anticipée des normes et interprétations dont l'obligation n'est pas obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Aucun travaux n'a été mené sur l'impact des normes IFRS 10 à 12 sur la consolidation. Ces dernières n'ont en effet pas encore été adoptées par l'Union Européenne. Seule notre filiale Mauricienne MDM devrait être impactée par le futur changement normatif.

Les états financiers comprennent les états financiers de Sapmer SA et de ses filiales au 31 décembre de chaque année. Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société mère, sur la base de méthodes comptables homogènes.

Les méthodes comptables appliquées au 31 décembre 2011 sont cohérentes avec celles de l'exercice précédent.

**ESTIMATIONS ET HYPOTHESES**

Pour établir ses comptes, le Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui peuvent affecter les états financiers. Il revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

L'impact relatif aux changements d'estimation comptable est enregistré sur la période au cours de laquelle l'évolution est relevée et au cours des périodes ultérieures si celles-ci en sont également affectées.

Les principales rubriques des états financiers qui font l'objet d'estimations sont les suivantes :

- La détermination de la juste valeur des instruments financiers (couvertures de taux d'intérêt et de change) ;
- Les impôts différés.

Les états financiers reflètent les meilleures estimations, sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes.

Les nouvelles dispositions en matière de limitation des reports déficitaires n'ont pas impacté la recouvrabilité des impôts différés actifs, qui reposent sur la prévision de bénéfices fiscaux futurs plus que probables.

**CONTEXTE DE CRISE**

Le contexte actuel de crise économique rend l'appréhension des perspectives économiques et financières plus complexe. C'est dans ce contexte de crise que le groupe a réalisé ses estimations et appréciations en toute rigueur et au mieux de sa connaissance.

Aujourd'hui, la crise financière et économique n'influence pas l'activité de SAPMER car les ventes sont principalement réalisées à l'export :

- soit vers des pays porteurs de croissance économique au niveau mondial tels que la Chine,
- soit vers des pays dans lesquels le marché de la pêche reste un marché fort et en croissance, tel que le Japon. La catastrophe japonaise du début de l'année n'a pas impacté négativement nos ventes puisque le pays s'est d'autant plus approvisionné à l'extérieur de ses frontières.

**NOTE 2 – FAITS MARQUANTS LIES A LA PRESENTE PERIODE**

En 2011, Sapmer a poursuivi sa stratégie de développement tel que le prévoyait CAP 2012.

L'année 2011 a été marquée par :

- la forte croissance du chiffre d'affaires à 77 M€ en hausse de 29 M€ par rapport à l'exercice 2010 et qui a contribué à la hausse du résultat opérationnel,
- la mise en place de Sapmer Management Services à l'Ile Maurice qui pilote l'organisation logistique des activités thonnières et la création de Sapmer Technical Services, structure d'Ingénierie et de Conseil qui a pour mission de superviser la construction de deux thoniers senneurs sur les chantiers de la filiale vietnamienne de Piriou,
- les capacités de stockage à -40° à Port Louis ont été augmentées de 1 800 T en février dernier et de 900 T sur le second semestre pour être portées à 3 600 T. Les investissements ont été réalisés par nos partenaires mauriciens : le groupe MFD (Mauritius Freeport Development) et la société FDM (Froid des Mascareignes), spécialistes en logistique et stockage,
- les contrats de construction des deux thoniers senneurs, sisterships des trois premiers, ont été signés avec les chantiers SEAS de Piriou (le Dolomieu et le SEAS 44) en décembre 2011
- la suppression de l'abattement du tiers par la loi de finance rectificative pour 2011, votée fin décembre 2011, a impacté négativement la charge d'impôt.

**NOTE 3 – AUGMENTATION DE CAPITAL**

L'assemblée générale des actionnaires du 12 mai 2009 dans sa dix-septième résolution a autorisé le conseil d'administration à procéder, dans le cadre de l'article L.225-197-1 à L.225-197-2 du Code du commerce, à l'attribution d'actions ordinaires de la société, existantes ou à émettre, au profit des membres du personnel salarié de la société ou des sociétés qui lui sont liées directement ou indirectement au sens de l'article L.225-197-1 du code du commerce et/ou des mandataires sociaux qui répondent aux conditions fixées par l'article L.225-187-1 du code du commerce. Le nombre total d'actions ainsi attribuées gratuitement ne pourra dépasser 3 % du capital social à la date de la décision de leur attribution par le conseil d'administration.

En vertu de cette autorisation, 31 020 actions ordinaires ont été attribuées en 2009.

Le 14 juin 2011, 28 350 actions gratuites ont été attribuées définitivement le 14 juin 2011 suite à l'augmentation de capital accordée par le Conseil d'Administration et réalisée par incorporation de réserves. Cette attribution est assortie d'un délai de conservation de 2 ans. Le capital a été ainsi porté à 3 467 298 actions.

**NOTE 4 - PRINCIPES ET MODALITES DE CONSOLIDATION****PERIMETRE ET METHODES DE CONSOLIDATION**

Les états financiers consolidés comprennent la société SAPMER SA et ses filiales, l'ensemble étant désigné comme « le Groupe ».

Ils sont préparés sur la base des coûts historiques, à l'exception des navires pour lesquels la valeur comptable a été remise à sa « juste valeur » au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Les états financiers sont présentés en Euros, au millier le plus proche, sauf indication contraire.

Les comptes sociaux de chacune des sociétés du Groupe sont établis en accord avec les principes comptables et les réglementations en vigueur dans leur pays respectif. Ils font l'objet de retraitements pour se conformer aux principes de consolidation en vigueur dans le Groupe.

Ces principes, exposés ci-dessous, ont été appliqués d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

Toutes les filiales :

- placées sous le contrôle de la société mère sont consolidées par la méthode de l'intégration globale,
- les filiales sous contrôle conjoint sont consolidées par la méthode de l'intégration proportionnelle.

Le contrôle existe lorsque la société a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Le contrôle est généralement présumé exister si le Groupe détient plus de la moitié des droits de vote de l'entreprise contrôlée.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif et jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels, qui sont actuellement exerçables ou convertibles, sont pris en considération.

**CONVERSION DES ELEMENTS EN DEVISES**

La monnaie fonctionnelle et de présentation du Groupe est l'Euro.

La conversion des comptes de la filiale dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro :

- les postes du bilan sont convertis au cours de clôture
- les postes du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période.

**DEUXIEME PARTIE : ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE****NOTE 5 - ACTIFS NON COURANTS****IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement les logiciels et les permis de mise en exploitation (de navires).

Le groupe apprécie si la durée d'utilité d'une immobilisation incorporelle est définie ou indéfinie.

Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie définie sont amorties sur leur durée d'utilité économique et sont soumises à un test de dépréciation chaque fois qu'il existe une indication que

l'immobilisation incorporelle s'est dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle ayant une durée d'utilité définie sont réexaminés au moins à la clôture de chaque exercice.

La durée d'amortissement des principales immobilisations incorporelles est :

Logiciel	3 ans
Permis de mise en exploitation	22 ans

### IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles (hors navires) sont inscrites à leur coût d'acquisition (où de production interne) diminué du cumul des amortissements et pertes de valeur.

Les navires au bilan du groupe au 1<sup>er</sup> janvier 2007 ont fait l'objet d'une évaluation à leur juste valeur à cette date.

Les navires sont décomposés en 4 à 6 composants suivant le type de navires (et activités), y compris l'élément « grosse réparation ».

Chaque composant ayant sa durée d'utilité propre, toutefois le composant le plus significatif « structure » représente de 80 à 90% de la valeur du navire.

Les durées d'utilité des bateaux sont déterminées en fonction de l'utilisation probable que la société fera desdits navires pour poursuivre leur exploitation actuelle, dans un contexte similaire, sous réserve que cette durée ne dépasse pas la durée de vie restante du navire (dans l'activité actuelle).

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la durée d'utilisation attendue pour chaque catégorie de biens en tenant compte d'une valeur résiduelle.

Les principales durées d'utilisation sont les suivantes :

Agencements et aménagements	10 à 14 ans
Matériel Bureau & Informatiques	3 à 5 ans
Mobilier	3 à 5 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans
Navires: structure	15 à 25 ans
Navires: grosse réparation	5 ans

De plus, en cas d'apparition d'indices de perte de valeur, un test de perte de valeur est pratiqué sur le groupe d'actifs concerné (Unité Génératrice de Trésorerie) en comparant sa valeur nette comptable à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est généralement déterminée par référence à une valorisation de marché. Ces valorisations sont obtenues auprès d'experts indépendants et revues par le management du groupe. Lorsque la valeur recouvrable se révèle inférieure à la valeur nette comptable du groupe d'actifs, une perte de valeur est constatée.

Les dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles sont comptabilisées dans le poste « Amortissements et provisions » du compte de résultat.

### CONTRATS DE CONSTRUCTION

Des contrats de construction de navires ont été signés en juillet 2007 avec le chantier naval PIRIOU (29 - Concarneau) pour la construction de trois thoniers senneurs surgélateurs. Le premier thonier a été livré en juillet 2009. Les livraisons suivantes ont été réalisées en mai et novembre 2010. Le montant total des investissements s'élève à 92.3 M€, frais de chantier et d'armement compris.

Deux thoniers sisterships sont en cours de construction sur les chantiers Vietnamiens SEAS de PIRIOU. Le total des investissements s'élève à 54 M€ y compris frais de chantier et d'armement. Les contrats ont été signés en décembre 2011 et 5 M€ d'acomptes ont déjà été réglés sur l'exercice 2011. Le premier thonier, le Dolomieu sera livré fin mars 2012 et le second, le SEAS 44 devrait être livré fin août 2012.

### **CONTRATS DE LOCATION FINANCEMENT**

Les immobilisations acquises au travers de contrats de location financement sont comptabilisées à l'actif du bilan lorsque le contrat confère au groupe, en substance, la majeure partie des risques liés à la propriété de l'actif. La valeur retenue est la valeur vénale du bien loué.

Le bien est amorti selon les méthodes d'amortissement du groupe.

Les apports des investisseurs sont comptabilisés en moins de la valeur brute des immobilisations. La quote-part de subvention est donc enregistrée en moins des dotations de l'année.

### **DEPRECIATION DES ACTIFS IMMOBILISES**

La norme IAS 36 définit la procédure qu'une entreprise doit appliquer afin de s'assurer que la valeur comptable de ses actifs n'excède pas leur valeur recouvrable, c'est-à-dire le montant recouvré par leur utilisation ou leur vente.

Aucune dépréciation n'a été comptabilisée au cours de l'exercice. En effet les prévisions budgétaires génèrent des résultats bénéficiaires sur l'ensemble des activités du groupe, et aucun indice de perte de valeur n'a été identifié sur l'ensemble des actifs immobilisés.

## **NOTE 6 - ACTIFS COURANTS**

### **NOTE 6-1 STOCKS**

Les stocks d'approvisionnement sont valorisés selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré, hors les stocks d'appâts et de gasoil évalués selon la méthode du FIFO (First In First Out), puisque plus sensibles aux variations de prix.

Les stocks de produits pêchés dans les Terres Australes et Antarctiques Françaises (légines et langoustes principalement) sont valorisés à partir du coût de production de l'année fiscale conformément à la norme IAS 2.

Pour les stocks de produits concernant les thoniers, ceux-ci ont été valorisés à partir du coût de production du second semestre lors duquel un rythme de croisière a été atteint : réduction des coûts non récurrents et volumes en ligne avec les capacités des thoniers, du fait de l'expérience acquise.

Lorsque la valeur de réalisation est inférieure à cette valeur, une provision pour dépréciation est enregistrée.

Les profits internes inclus dans les stocks des sociétés du Groupe sont éliminés et l'effet de l'impôt correspondant est constaté.

### **NOTE 6-2 CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS**

Les créances clients sont comptabilisées initialement à leur juste valeur. Compte tenu des échéances de paiement courtes, la juste valeur correspond en général à la valeur nominale de la créance.

Les créances en devises étrangères sont converties au cours de clôture.

**NOTE 6-3 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds de caisse, les VMP et les dépôts à vue. Ces éléments ne font l'objet d'aucune restriction.

Les découverts bancaires remboursables à vue qui font partie intégrante de la gestion de la trésorerie du Groupe constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau de flux de trésorerie.

**NOTE 7 - PASSIFS NON COURANTS /COURANTS****NOTE 7-1 DETTES FINANCIERES A LONG TERME**

Les emprunts sont comptabilisés selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les intérêts sur emprunts sont comptabilisés en charges de l'exercice.

Le Groupe a obtenu des prêts bancaires d'un montant total de 75 M€ pour financer la construction des trois premiers thoniers senners surgélateurs.

Ces contrats sont conclus à taux variable sur des durées allant de 17 à 20 ans et comprennent une période de différé de remboursement de capital de 2 ans.

**NOTE 7-2 INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES ET COMPTABILITE DE COUVERTURE**

Le groupe utilise des instruments financiers dérivés tels que des contrats à terme de devises étrangères et des swaps de taux d'intérêt pour se couvrir des risques associés aux fluctuations des taux d'intérêts ou des cours des monnaies étrangères.

Ces instruments financiers sont évalués en fonction du marché (« Mark to Market ») à chaque arrêté comptable, à leur juste valeur.

La valeur de marché, comptabilisée dans les comptes consolidés au 31 décembre, est une indication instantanée calculée à partir des anticipations sur l'évolution future des marchés et est en conséquence susceptible d'évoluer, favorablement ou défavorablement, en fonction des mouvements des marchés.

Les instruments dérivés sont comptabilisés en tant qu'actifs lorsque la juste valeur est positive et en tant que passifs lorsque la juste valeur est négative.

Pour les besoins de la comptabilité de couverture, les couvertures sont qualifiées :

- soit de couvertures de juste valeur lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé, ou d'un engagement ferme (excepté le risque de change) ;
- soit de couvertures de flux de trésorerie lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui est attribuable soit à un risque particulier associé à un actif ou un passif comptabilisé, soit à une transaction future hautement probable ou au risque de change sur un engagement ferme.

La part « efficace » de l'instrument financier dérivé est enregistrée dans les capitaux propres, la part « non efficace » en résultat.

Sur 2011, l'impact négatif sur les capitaux propres est de 910 K€ avant impôt, 607 K€ après imposition différée, l'impact négatif sur le résultat est de 415 K€ avant impôt (133K€ liés aux couvertures de taux d'intérêt et 282K€ liés aux couvertures de change), 277 K€ après impôt. L'impact négatif des couvertures de taux d'intérêt s'explique par la forte baisse des taux de référence sur le second semestre, le groupe ayant

couvert des taux variables contre des positions fixes. L'impact négatif des couvertures de change s'explique par la hausse du dollar en fin d'année, ultérieure aux dates de couverture.

### **NOTE 7-3 PROVISIONS**

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques pour le Groupe. Au 31 décembre 2011, aucune provision significative nouvelle n'a été comptabilisée.

### **NOTE 7-4 ENGAGEMENTS SOCIAUX ET ASSIMILES**

Il n'existe pas, pour le Groupe, de régime de retraite à prestations définies autre que les indemnités de départ à la retraite légales en France.

Les régimes à prestations définies (régime dans lequel le Groupe s'engage à garantir un montant ou niveau de prestation défini) sont comptabilisés au bilan sur la base d'une évaluation actuarielle des engagements à la date de clôture.

Les cotisations versées au titre des régimes qui sont analysés comme des régimes à cotisations définies (c'est-à-dire lorsque le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations) sont comptabilisées en charges de l'exercice.

La provision, figurant dans les comptes consolidés, est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées et prenant l'hypothèse d'un départ à la retraite des salariés à 55 ans pour les marins et à la date butoir pour le personnel sédentaire.

Le montant des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés est évalué sur la base d'hypothèses de taux de rotation des personnels, d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramené à leur valeur actuelle.

La provision a été réévaluée au 31 décembre 2011 et s'élève à 789 K€.

### **NOTE 7-5 IMPOTS DIFFERES**

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués au taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôts (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs et entre leurs valeurs fiscales, sur les reports fiscaux déficitaires jugés récupérables et sur certains retraitements de consolidation.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé s'il est prévu de réaliser au sein de la même entité imposable des bénéfices fiscaux suffisants afin d'absorber les déficits antérieurement générés, la situation déficitaire ne devant donc pas se reproduire à l'avenir.

Les positions actives et passives sont compensées au niveau de l'entité fiscale constituée par le groupe d'intégration fiscale (cf. note 17.5).

En vue d'évaluer ses actifs et passifs d'impôts différés, la société avait jusqu'à présent inclus le gain de l'avantage fiscal de l'abattement du tiers dans la base d'imposition applicable pour la détermination du résultat imposable des sociétés industrielles et commerciales implantées dans les Départements d'Outre-Mer (article 217 bis du CGI), considérant que cette pratique reposait sur des dispositions législatives acquises et pérennes.



L'année 2011 a été marquée par de nombreuses incertitudes relatives à l'évolution de l'environnement fiscal des entreprises. Fin 2011, la loi de finances rectificative, avec effet rétroactif au 1er janvier 2011, a confirmé la suppression de l'avantage fiscal de l'abattement du tiers pour les sociétés qui en bénéficient dans les DOM. Dans ce contexte, la société a décidé de reconsidérer l'inclusion de cet avantage fiscal dans son calcul d'impôt différé et ce dès l'année 2010.

De ce fait, la société a évalué les impôts différés, sans prendre en compte désormais quel qu'abattement ou réfaction que ce soit sur le taux d'imposition applicable en France, soit 33,33 %. En application de la Norme IAS 8, l'impact a été inscrit en diminution des capitaux propres 2010 pour une somme de 836 K€ et a été donc retranscrit dans les capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2011.

#### **NOTE 7-6 ATTRIBUTION DES STOCK OPTIONS**

L'assemblée générale des actionnaires du 12 mai 2009 a autorisé le conseil d'administration dans sa seizième résolution à consentir en une ou plusieurs fois dans le cadre de l'article L.225-177 à L.225-185 du Code du commerce, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la société à émettre à titre d'augmentation de capital ou à l'achat d'actions existantes de la société provenant de rachats effectués dans les conditions prévues par la loi, au profit des salariés ou certains d'entre eux, ou certaines catégories de personnel de la société Sapmer, et le cas échéant, des sociétés ou groupement d'intérêt économique qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-180 du code du commerce et des mandataires sociaux qui répondent aux conditions fixées par l'article L.225-185 du code du commerce.

Le nombre total des options pouvant être octroyées par le conseil d'administration ne pourra dépasser 3% du capital social existant au jour de la première attribution. En vertu de cette autorisation, 52 700 options de souscription d'actions ordinaires ont été octroyées en 2009. Fin 2011 le nombre d'options existantes est de 50 900.

Les levées d'options, excepté la première année, sont soumises à des conditions de performance économique. Les périodes de levée des options sont du 1<sup>er</sup> au 31 juillet de chaque exercice. Aucune option n'a été exercée sur l'exercice 2011.

Le coût est valorisé selon la méthode Black & Scholes. La charge comptabilisée au cours de l'exercice au titre de ce plan s'élève à 74 K€ en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres équivalente.

#### **7-7 ATTRIBUTION D' ACTIONS GRATUITES**

L'assemblée générale des actionnaires du 12 mai 2009 dans sa dix-septième résolution a autorisé le conseil d'administration à procéder, dans le cadre de l'article L.225-197-1 à L.225-197-2 du Code du commerce, à l'attribution d'actions ordinaires de la société, existantes ou à émettre, au profit des membres du personnel salarié de la société ou des sociétés qui lui sont liées directement ou indirectement au sens de l'article L.225-197-1 du code du commerce et/ou des mandataires sociaux qui répondent aux conditions fixées par l'article L.225-187-1 du code du commerce.

Le coût est valorisé selon la méthode Black & Scholes. La charge comptabilisée au cours de l'exercice au titre de ce plan s'élève à 102 K€ en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres équivalente.

### **TROISIEME PARTIE : ETAT DU RESULTAT GLOBAL**

#### **NOTE 8 – RESULTAT OPERATIONNEL**

##### **PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES**

Le chiffre d'affaires comprend la vente des produits pêchés et transformés et les prestations de stockage et de transformation pour le compte de tiers.

**AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE**

Les autres produits de l'activité comprennent : les prestations de gestion des navires, les transferts de charges qui sont constitués pour l'essentiel en l'activation des frais de suivi de chantier et de premier armement des thoniers DOLOMIEU et SEAS 44 et des indemnités diverses.

**AUTRES CHARGES (PRODUITS) D'EXPLOITATION**

Il s'agit principalement des résultats provenant des sorties d'actifs effectuées au cours de l'exercice et des produits liés à l'activation des composantes « révisions techniques » des navires.

**NOTE 9 – RESULTAT FINANCIER****COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET**

Ce poste est constitué de l'ensemble des résultats de l'endettement financier net de la période.

**AUTRES CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS**

Il s'agit des charges et produits de nature financière ne faisant pas partie du coût de l'endettement financier net.

Sont notamment compris dans cette rubrique les résultats de conversion à la clôture des comptes bancaires, des créances et des dettes en devises, ainsi que l'actualisation des instruments financiers concernant les couvertures de taux d'intérêts et de change.

**NOTE 10 – IMPOTS EXIGIBLES****IMPÔT SUR LES SOCIETES**

L'impôt sur les bénéfices correspond au cumul des impôts exigibles des différentes sociétés du Groupe, corrigés de la fiscalité différée.

L'impôt est comptabilisé en résultat, sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres. Il est alors également comptabilisé en capitaux propres.

Sapmer S.A. a opté pour le régime d'intégration fiscale. Les modalités de répartition de l'impôt sont les suivantes :

- L'impôt pris en charge par chaque filiale est le même que celui qu'elle aurait supporté si elle n'avait pas été intégrée fiscalement ;
- Sapmer S.A. prend en compte l'économie ou la charge d'impôt résultant de la différence entre la somme des impôts calculés individuellement et l'impôt dû conformément au résultat fiscal d'ensemble.

**QUATRIEME PARTIE – INFORMATIONS DIVERSES****NOTE 11 - INFORMATION SECTORIELLE**

La présentation sectorielle est fondée sur les systèmes internes d'organisation et sur la structure de gestion du Groupe.

En 2010 afin d'améliorer la lecture des états financiers, l'information sectorielle a été définie en deux activités : l'activité « Pêche » et l'activité « Valorisation ».

Avec l'intégration des deux nouvelles filiales Mauriciennes « Sapmer Management Services » et « Sapmer Technical Services » au périmètre de consolidation au 1er Janvier 2011, nous avons :

- L'activité « Pêche » qui comprend les ventes de langoustes, légines, et thons bruts (thons pêchés et non valorisés dans l'usine),
- L'activité « Valorisation » qui comprend les ventes de thons transformés (thons pêchés et processés dans l'usine en longes, steaks,...) et les activités des filiales Mauriciennes.

Au regard des constats opérés sur les évolutions du marché du thon entraînant notamment, une revalorisation des cours du thon brut, nous avons été conduits à optimiser le mix produit offert à notre clientèle, en réalisant ainsi des ventes de thon brut supérieures à nos prévisions. Par conséquent, nous avons réparti les actifs et dettes relatifs aux thoniers entre les activités « Pêche » et « Valorisation » en fonction du pourcentage des captures de thons processés dans l'usine Mer des Mascareignes (tonnage brut processé par MDM / tonnage pêché sur la période ; Base = Réalisé 2011 sur 12 mois).

#### **NOTE 12 - RESULTAT PAR ACTION**

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires de l'entité mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires, excluant les actions propres, en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux porteurs de capitaux ordinaires de l'entité mère par le nombre moyen d'actions ordinaires, excluant les actions propres, en circulation au cours de l'exercice.

Les stock-options ont un effet relatif et ne sont donc pas pris en compte dans le calcul. C'est pourquoi le résultat dilué par action est égal au résultat par action.

#### **ACTIONS PROPRES**

Lorsque le groupe rachète ses propres instruments de capitaux propres (actions propres), ceux-ci sont déduits des capitaux propres. Aucun profit ou perte n'est comptabilisé dans le compte de résultat lors de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation d'instruments de capitaux propres du groupe.

Il n'y a pas eu de rachat d'actions propres sur 2011.

#### **NOTE 13 - EFFECTIF**

L'effectif du Groupe SAPMER a augmenté de 121 personnes entre fin 2009 et fin 2010, puis de 20 personnes entre 2010 et 2011, afin d'accompagner sa croissance et le développement de son activité thonière.

#### **NOTE 14 - ENGAGEMENTS HORS BILAN**

Sous actes notariés, les sociétés de défiscalisation se sont portées garantes simplement hypothécaire de l'emprunteur Sapmer envers les banques dans la limite des crédits vendeurs (prix de vente des navires moins l'apport des défiscaliseurs).

Les hypothèques relatives aux palangriers ont été levées, car les emprunts ont été intégralement remboursés.

**CINQUIEME PARTIE - INFORMATIONS RELATIVES AU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION****Identification des entreprises**

L'ensemble des sociétés faisant partie du périmètre de consolidation est consolidé selon la méthode de l'intégration globale à l'exception de la société Mer des Mascareignes qui est consolidée selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Le contrôle de Mer des Mascareignes est réalisé de façon conjointe avec la société Seafood Hub Ltd (Ile Maurice). Les pourcentages de contrôle et d'intérêt sont égaux entre les parties.

La société est dirigée par un conseil d'administration, dont le nombre d'administrateurs est identique pour chaque partie et dont la Présidence est tournante chaque année. Ainsi, les orientations et décisions sont prises en accord avec l'ensemble des administrateurs.

**Variations du périmètre - Méthodes retenues**

La société SMS « Sapmer Management Services LTD », au capital de 5 000 MUR, société de gestion au statut mauricien et créée le 30 juin 2010 a été intégrée dans le périmètre de consolidation à partir du 01 janvier 2011. Elle est consolidée selon la méthode de l'intégration globale.

La société STS « Sapmer Technical Services », au capital de 500 EUR et créée le 18 mai 2011, a été intégrée dans le périmètre de consolidation sur le premier semestre 2011. Elle est consolidée selon la méthode de l'intégration globale.

Le nombre de sociétés faisant partie du périmètre de consolidation s'élève à 8.

Sociétés	Localisation	N° STREN	2011			2010		
			Méthode de consolidation	% contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% contrôle	% d'intérêt
SAPMER SA (*)	La Réunion	350 434 494	Intégration globale	Mère	Mère	Intégration globale	Mère	Mère
LES ARMEMENTS REUNIONNAIS SAS (*)	La Réunion	414 550 079	Intégration globale	100%	100%	Intégration globale	100%	100%
MER DES MASCAREIGNES LTD	Ile Maurice	63 122	Intégration proportionnelle	50%	50%	Intégration proportionnelle	50%	50%
ARMEMENT SAPMER DISTRIBUTION SARL (*)	La Réunion	408 532 307	Intégration globale	100%	99,60%	Intégration globale	100%	99,60%
ARMAS PECHE SAS (*)	La Réunion	444504229	Intégration globale	100%	100%	Intégration globale	100%	100%
SOPARMA SAS (*)	France	493712426	Intégration Globale	100%	100%	Intégration Globale	100%	100%
SAPMER MANAGEMENT SERVICES	Ile Maurice	096 219	Intégration Globale	100%	100%	Intégration Globale	100%	100%
SAPMER TECHNICAL SERVICES	Ile Maurice	102 751	Intégration Globale	100%	100%	Intégration Globale	100%	100%

(\*) Sociétés intégrées fiscalement

**SIXIEME PARTIE- EVENEMENTS POST CLOTURE**

Il n'y a pas d'évènement particulier qui pourrait impacter de façon significative les comptes clos au 31 décembre 2011, ou influencer leur lecture.

## NOTES AUX ANNEXES



## NOTE 15 - ACTIFS NON COURANTS

## 15-1 Décomposition des immobilisations

	2011	2010
<b>Immobilisations incorporelles</b>		
Valeur brute	2 239	2 218
Amortissements / provisions	(634)	(494)
<b>Valeur nette</b>	<b>1 606</b>	<b>1 724</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>		
Valeur brute des immobilisations	50 960	44 211
Valeur brute des immobilisations en location financement	92 273	92 273
Apport des défiscaliseurs	(29 986)	(29 986)
Amortissements des immobilisations	(16 900)	(13 609)
Amortissements des immobilisations en location financement	(2 391)	(896)
<b>Valeur nette (*)</b>	<b>93 956</b>	<b>91 993</b>

## 15-2 Variation des immobilisations

La variation des immobilisations s'établit comme suit :

	Brut	Amortissements et provisions	Net
<b>Immobilisations incorporelles</b>			
<b>Au 31 décembre 2009</b>	<b>2 186</b>	<b>(373)</b>	<b>1 813</b>
Augmentations	32	(120)	(88)
Diminutions			
<b>Au 31 décembre 2010</b>	<b>2 218</b>	<b>(493)</b>	<b>1 724</b>
Augmentations	21	(138)	(117)
Diminutions			
<b>Au 31 décembre 2011</b>	<b>2 239</b>	<b>(631)</b>	<b>1 606</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>			
<b>Au 31 décembre 2009</b>	<b>101 529</b>	<b>(10 365)</b>	<b>91 164</b>
Augmentations (*)	24 714	(5 571)	19 143
Apport défiscaliseur	(18 971)	1 225	(17 746)
Diminutions	(896)	226	(670)
Variation de charge	122	(20)	102
<b>Variations de périmètre</b>			
<b>Au 31 décembre 2010</b>	<b>106 498</b>	<b>(14 505)</b>	<b>91 993</b>
Augmentations (*)	7 055	(7 173)	(118)
Apport défiscaliseur		1 999	1 999
Diminutions	(443)	422	(21)
Variation de charge	137	(34)	103
<b>Variations de périmètre</b>			
<b>Au 31 décembre 2011</b>	<b>113 247</b>	<b>(19 291)</b>	<b>93 956</b>

(\*) Les principales augmentations concernent la construction des thoniers neufs commandés aux Chantiers Seas

## 15-3 Autres actifs non courants

Immobilisations financières	
Au 31 décembre 2009	412
Augmentations (*)	1 026
Diminutions	(402)
Variations de périmètre	
Au 31 décembre 2010	1 036
Augmentations	257
Diminutions	(331)
Variations de périmètre	
Au 31 décembre 2011	962

(\*) L'augmentation des immobilisations financières en 2010 concerne le versement à une caisse de dépôt du montant du litige relatif à la taxe professionnelle.

La décomposition des actifs non courants est la suivante

	2 011	2 010
Avances en comptes courants	707	707
Total	707	707

## NOTE 16 - ACTIFS COURANTS

## 16-1 Décomposition des stocks

Les stocks comprennent le matériel de pêche ainsi que les stocks de produits pêchés. La décomposition des stocks est la suivante :

	2 011	2 010
Matières premières et autres approvisionnements	4 488	3 033
Stocks produits finis et intermédiaires	5 223	4 545
Valeur brute des stocks	9 711	7 578
Dépréciation des stocks de matières premières et autres approvisionnements		(64)
Dépréciation des stocks de produits finis	(45)	(78)
Valeur nette des stocks	9 666	7 436

## 16-2 Autres actifs circulants nets

La décomposition des actifs circulants est la suivante :

	2 011	2 010
Créances clients et comptes rattachés	14 704	8 695
Avances et acomptes versés	74	53
Créances fiscales et sociales	113	24
Autres créances	501	927
Charges constatées d'avance	1 144	1 080
Total	16 535	10 779

Les actifs circulants sont à moins d'un an.

## 16-3 Décomposition de la trésorerie

La décomposition de la trésorerie est la suivante :

	2 011	2 010
Valeur mobilière de placement		481
Disponibilités	18 855	18 782
Concours bancaires courants	(40)	(22)
Instruments financiers	(205)	(39)
Total	18 610	19 202

## NOTE 17 - PASSIFS NON COURANTS/COURANTS

## 17-1 État des échéances des emprunts et des dettes

La ventilation des emprunts et dettes par échéance est la suivante :

2 010	Montant brut	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit et autres dettes financières	69 283		18 121	51 162
<b>Sous total emprunts et autres dettes financières</b>	<b>69 283</b>		<b>18 121</b>	<b>51 162</b>
Swaps de couverture de taux	10 545		8 788	1 758
Autres apports financiers	705		705	
<b>Sous total autres passifs financiers</b>	<b>11 250</b>		<b>9 493</b>	<b>1 758</b>
Part à moins d'un an des dettes financières à MT et LT	5 569	5 569		
Intérêts courus	596	596		
<b>Sous total part à moins d'un an des dettes financières à L et MT</b>	<b>6 165</b>	<b>6 165</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 498	5 498		
Avances et acomptes reçus				
Dettes fiscales, sociales	4 508	4 508		
Autres dettes	487	487		
Produits constatés d'avance	202	129	73	
<b>Sous total dettes fournisseurs et autres dettes</b>	<b>10 695</b>	<b>10 622</b>	<b>73</b>	
<b>Total</b>	<b>97 393</b>	<b>16 787</b>	<b>27 687</b>	<b>52 920</b>

2 011	Montant brut	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit et autres dettes financières	64 490		17 904	46 585
<b>Sous total emprunts et autres dettes financières</b>	<b>64 490</b>		<b>17 904</b>	<b>46 585</b>
Swaps de couverture de taux	11 555		9 629	1 926
Autres apports financiers	755		755	
<b>Sous total autres passifs financiers</b>	<b>12 310</b>		<b>10 384</b>	<b>1 926</b>
Part à moins d'un an des dettes financières à MT et LT	4 565	4 565		
Intérêts courus	445	445		
<b>Sous total part à moins d'un an des dettes financières à L et MT</b>	<b>5 010</b>	<b>5 010</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 035	7 035		
Avances et acomptes reçus				
Dettes fiscales, sociales	6 502	6 502		
Autres dettes	214	214		
Produits constatés d'avance	72	72		
<b>Sous total dettes fournisseurs et autres dettes</b>	<b>13 823</b>	<b>13 823</b>		
<b>Total</b>	<b>95 633</b>	<b>18 834</b>	<b>28 288</b>	<b>48 511</b>

## 17-2 Décomposition des emprunts par taux et devises

La répartition des emprunts par type de taux et de devises est la suivante :

	2 011	2 010
Taux fixe	53	53
Taux variable	64 436	69 230
<b>Décomposition des emprunts par type de taux - Avant gestion de la dette</b>	<b>64 490</b>	<b>69 283</b>
Taux fixe	63 863	68 208
Taux variable	626	1 075
<b>Décomposition des emprunts par type de taux - Après gestion de la dette</b>	<b>64 490</b>	<b>69 283</b>
Euros	64 490	69 283
Autres devises		
<b>Décomposition des emprunts par type de devises</b>	<b>64 490</b>	<b>69 283</b>



## 17-3 Variation des provisions

La variation des provisions s'établit comme suit :

	Début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises	Autres	Fin d'exercice
Provisions pour amendes et pénalités	817	82	104		795
Provisions pour litiges	78	95	78		95
2010	895	177	182		890
Provisions pour amendes et pénalités	795	100	89		806
Provisions pour litiges	95				95
2011	890	100	89		901

Les provisions pour litiges et amendes se décomposent comme suit :

- provision pour taxe professionnelle pour 806 K€
- provision pour litiges sociaux pour 95 K€

## 17-4 Provision pour engagement de retraite

Les engagements de retraite ont été évalués en tenant compte des hypothèses suivantes :

- taux d'actualisation : 4,60% en 2011, 4,68% en 2010
- taux de charges sociales fonction des sociétés et des catégories de personnel
- table des mortalités : table Insee

La variation des provisions pour engagement de retraite est la suivante :

<b>Engagement de retraite au 31 décembre 2009</b>	<b>636</b>
Coût des services rendus	82
Coût financier	29
Pertes et Gains actuariels	19
<b>Engagement de retraite au 31 décembre 2010</b>	<b>766</b>
Coût des services rendus	102
Coût financier	33
Pertes et Gains actuariels	(112)
<b>Engagement de retraite au 31 décembre 2011</b>	<b>789</b>

Le Groupe ne couvre pas l'engagement de retraite par des versements à un fonds. Il n'y a donc pas de taux de rendement des actifs correspondants.

## 17-5 Impôts différés de l'ensemble des activités

	2009	Mouvements		2010
		sur résultat	autres	
<b>Impôts différés actifs</b>				
Différences temporaires sociales-fiscales	18	6		24
Retraitements de consolidation sociaux ifrs	245	70		315
Déficits reportables activés	1 001	192		1 193
Juste valeur des instruments dérivés efficace	2 073	245	(39)	2 279
<b>Engagements de retraite</b>	<b>141</b>	<b>29</b>		<b>170</b>
<b>Total impôts différés actifs</b>	<b>3 478</b>	<b>542</b>	<b>(39)</b>	<b>3 981</b>
<b>Impôts différés passifs</b>				
Juste valeur des instruments dérivés efficace	9		(9)	
Provisions réglementées	518	52		570
Retraitements de consolidation sociaux ifrs	4 424	266	152	4 842
<b>Total</b>	<b>4 951</b>	<b>318</b>	<b>143</b>	<b>5 412</b>
<b>Position nette</b>	<b>(1 473)</b>	<b>224</b>	<b>(182)</b>	<b>(1 431)</b>
<b>Impact de l'activité cédée sur position nette</b>	<b>(44)</b>		<b>44</b>	
<b>Position nette de l'activité poursuivie</b>	<b>(1 517)</b>	<b>224</b>	<b>(138)</b>	<b>(1 431)</b>
	2010 *	Mouvements		2011
		sur résultat	autres	
<b>Impôts différés actifs</b>				
Différences temporaires sociales-fiscales	37	373		410
Retraitements de consolidation sociaux ifrs	369	(93)	2	278
Déficits reportables activés	1 668	(667)		1 001
Juste valeur des instruments dérivés efficace	3 419	138	302	3 859
<b>Engagements de retraite</b>	<b>255</b>	<b>8</b>		<b>263</b>
<b>Total impôts différés actifs</b>	<b>5 747</b>	<b>(241)</b>	<b>304</b>	<b>5 810</b>
<b>Impôts différés passifs</b>				
Juste valeur des instruments dérivés efficace				
Provisions réglementées	855	44		899
Retraitements de consolidation sociaux ifrs	7 159	715	(8)	7 866
<b>Total</b>	<b>8 014</b>	<b>760</b>	<b>(8)</b>	<b>8 766</b>
<b>Position nette</b>	<b>(2 267)</b>	<b>(1 000)</b>	<b>312</b>	<b>(2 955)</b>

Le taux d'impôt différé est de 33,33 %.

\* cf § Note 7-5

## 17-6 Plan de souscription d'actions

Sapmer a émis un plan de souscription d'actions. Les caractéristiques de ce plan sont détaillées ci-après

	mai-09
Date d'autorisation AGM	12/05/2009
Date d'autorisation du CA	11/06/2009
Nombre d'options de souscriptions autorisé	52 700
Dont nombre d'options octroyées aux dirigeants	15 000
Nbre d'options existantes à la clôture	50 900
Nbre de bénéficiaires	23
Nbre de dirigeant concerné	1
Point de départ	01/09/2009
Date d'expiration	01/08/2015
Prix de souscription en euros, dirigeant	15,00 €
Prix de souscription en euros, bénéficiaires	14,25 €

## 17-7 Attribution d'actions gratuites

Sapmer a émis un plan d'attribution d'actions gratuites. Les caractéristiques de ce plan sont détaillées ci-après.

	mai-09
Date d'autorisation AGM	12/05/2009
Date d'autorisation du CA	11/06/2009
Nombre d'actions gratuites attribuées	31 020
Dont nombre actions gratuites attribuées aux dirigeants	40
Nbre d'actions attribuées définitivement sur l'exercice	28 350
Nbre de bénéficiaires	178
Nbre de dirigeants concernés	1

Attribution définitive des actions gratuites par le Conseil du 14/06/2011 par l'augmentation de capital de 22 680 euros.

## NOTE 18 - RESULTAT OPERATIONNEL

## 18-1 Autres produits de l'activité

	2 011	2 010
Subventions d'exploitation	1	1
Autres produits d'exploitation	279	1 835
Transfert et activation de charges d'exploitation	539	3 413
<b>Autres produits de l'activité</b>	<b>819</b>	<b>5 249</b>

## 18-2 Dotations aux amortissements et provisions

La décomposition du poste est la suivante :

	2 011	2 010
<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>(5 313)</b>	<b>(4 466)</b>
Dotations nettes amendes et pénalités	(11)	5
Dotations nettes dépréciation des créances clients	(8)	
Dotations nettes dépréciation de stock	97	(119)
<b>Dotations nettes et pertes de valeur sur actif courant</b>	<b>78</b>	<b>(114)</b>
Dotations (nettes) aux provisions pour engagement de retraite	(23)	(130)
<b>Dotations nettes aux provisions et pertes de valeur</b>	<b>(23)</b>	<b>(130)</b>
<b>Dotations aux amortissements et provisions</b>	<b>(5 258)</b>	<b>(4 710)</b>

## 18-3 Autres charges d'exploitation nettes des produits

La décomposition du poste autres charges d'exploitation est la suivante :

	2 011	2 010
<b>Principaux composants</b>		
Plus-values (moins-values) nettes sur cessions d'immobilisations	(20)	10
Reprises des subventions d'investissement	130	129
Activation des composants "Réparations et Visites techniques"	810	490
Autres produits et charges opérationnels	140	(171)
<b>Autres charges d'exploitation</b>	<b>1 059</b>	<b>458</b>

## NOTE 19 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERES

La décomposition des autres produits et charges financières est la suivante :

	2 011	2 010
<b>Principaux composants</b>		
Gains (Pertes) de changes	166	(63)
Variation des justes valeurs des instruments de couverture non efficace	(415)	(1 100)
Reprise des provisions pour dépréciation		
Activation des charges financières		1 713
<b>Autres produits et charges financières</b>	<b>(1)</b>	<b>89</b>
<b>Autres produits et charges financières</b>	<b>(250)</b>	<b>639</b>

## NOTE 20 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Le taux d'impôt différé est de 33,33 %.

## Réconciliation de la charge d'impôt - ensemble des activités

	2011	2010
<b>Résultat consolidé avant impôts</b>	<b>11 784</b>	<b>393</b>
Charges fiscales théoriques (33,33%)	3 928	131
<i>Impact sur l'impôt</i>		
Incidences des distorsions sociales/fiscales	-1354	-1130
Incidences des écritures de consolidation	1742	1012
Incidence de situations fiscales particulières	-248	-238
Autres	-29	1
<b>Charge d'impôt inscrite au compte de résultat ensemble des activités</b>	<b>4 039</b>	<b>-224</b>
<b>Impact de l'activité cédée sur l'impôt différé</b>		
<b>Charge d'impôt inscrite au compte de résultat activités poursuivies</b>	<b>4 039</b>	<b>-224</b>
	<b>2 011</b>	<b>2 010</b>
Impôts exigibles	3 039	
Impôts différés	1 000	224
<b>(charge)/produit d'impôt ensemble des activités</b>	<b>4 039</b>	<b>224</b>

## NOTE 21 - INFORMATION SECTORIELLE

La répartition du chiffre d'affaires par zone géographique est la suivante :

	2 011	2 010
Japon & Asie	53 650	35 134
Réunion & Maurice	14 009	5 883
Amérique du Nord	3 866	4 492
Métropole et CEE	3 590	2 260
Autres	1 878	224
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>76 994</b>	<b>47 993</b>

La répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité

	2 011	2 010
Activité pêche	63 819	45 030
Valorisation	13 175	2 963
<b>Total chiffres d'affaires</b>	<b>76 994</b>	<b>47 993</b>

La répartition du résultat opérationnel par secteur d'activité

	2 011	2 010
Activité pêche	13 741	3 525
Valorisation	1 465	(86)
<b>Total résultat opérationnel</b>	<b>15 207</b>	<b>3 439</b>

La répartition des immobilisations corporelles nettes par secteur d'activité

	2 011	2010 (*)
Activité pêche	72 552	73 778
Valorisation	21 404	18 214
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>93 956</b>	<b>91 993</b>

(\*) 2010 modifié selon la répartition décrite dans la note 11.

La répartition de l'endettement par secteur d'activité

	2 011	2010 (*)
Activité pêche	42 907	45 420
Valorisation	21 582	23 864
<b>Total endettement</b>	<b>64 490</b>	<b>69 283</b>

(\*) 2010 modifié selon la répartition décrite dans la note 11.

## NOTE 22 - RESULTAT NET PAR ACTION

	2011	2010
Résultat net (en milliers d'euros)	7 745	617
Nombre moyen pondéré d'actions sur l'exercice	3 454 793	3 438 948
<b>Résultat net par action (en euros)</b>	<b>2,242</b>	<b>0,179</b>
<b>Résultat net par action après dilution (en euros)</b>	<b>2,242</b>	<b>0,178</b>

Le nombre d'actions existantes à la clôture du 31/12/2011 s'élève à 3 467 298.

## NOTE 23 - EFFECTIF

La décomposition de l'effectif est la suivante :

Mer	2011	2010
Officiers	69	69
Matelots	254	251
<b>Total</b>	<b>323</b>	<b>320</b>
Terre	2011	2010
Cadres et assimilés	21	18
Employés	12	14
Ouvriers	105	89
<b>Total</b>	<b>138</b>	<b>121</b>
<b>Effectif total</b>	<b>461</b>	<b>441</b>

## NOTE 24 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements se décomposent comme suit :

## 1 - Engagements financiers

	2011	2010
Engagements donnés (avals, cautions)	75	75
Engagements reçus (billets non engagés et facilité de caisse relais)		6 524
Engagements réciproques (rachat du navire et/ou parts SNC) à l'issu de la période de défiscalisation	41 524	41 524
Engagements donnés* (contrat de construction) des 2 nouveaux thoniers	45 126	
Engagement d'intérêts financiers à verser sur les emprunts	9 780	9 778

\* avec SEAS société liée

## 2 - Dettes garanties par des sûretés réelles

Engagements dorués ( hypothèque maritime)	1 723	21 320
Engagements donnés cautions simplement hypothécaires	62 287	62 287

## NOTE 25 - TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les transactions effectuées avec les entreprises associées s'effectuent à des conditions normales de marché.

	2 011			2 010		
	Jaccar	Piriou (3)	Seas (3)	Jaccar	Piriou (3)	Seas (3)
<b>Bilan actif</b>						
Acompte sur immobilisation (1)			5 014			
Créances	49				549	
<b>Disponibilités (2)</b>	4 000					
<b>Bilan passif</b>						
Dettes	1	3			224	
<b>Compte de résultat</b>						
Approvisionnement		(18)			(15)	
Loyer	(24)			(24)		
Fees	(94)			(96)		
Commissions	(3)					
Intérêts	66					
<b>Autres produits de gestion courante</b>					1 725	

(1) contrat du 14-12-11 - 10 % à la commande

(2) Dans le cadre de la convention de trésorerie signée en 2011

(3) Groupe Piriou

## NOTE 26 - REMUNERATIONS DES MEMBRES DES ORGANES DE DIRECTION

Le montant des rémunérations et engagements en matières de pensions versées au cours des exercices se décompose comme au	2011	2010
Rémunérations versées	299	288

## NOTE 27 - HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires des Commissaires aux comptes se ventilent comme suit:	2011	2010
Euraudit, Cabinet Rousseau Consultants - 69 Lyon	49	48
Cabinet EXA - 97 Saint Denis - La Réunion		
HDM Conseil et Audit - 97 Sainte Clotilde - La Réunion	48	44
Total	97	92